[MILITAIRE](https://www.donbass-insider.com/fr/category/nouvelles/militaire-defense/) [RPD-RPL](https://www.donbass-insider.com/fr/category/nouvelles/rpd-rpl/) [RUSSIE](https://www.donbass-insider.com/fr/category/nouvelles/russie/) [UKRAINE](https://www.donbass-insider.com/fr/category/nouvelles/ukraine/)

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, VLADIMIR POUTINE, DU 21 SEPTEMBRE 2022

21/09/2022

Chers amis !

Le sujet de mon intervention est la situation dans le Donbass et l’évolution de l’opération militaire spéciale visant à le libérer du régime néonazi qui a pris le pouvoir en Ukraine en 2014 à la suite d’un coup d’État armé.

Je m’adresse à vous aujourd’hui, à tous les citoyens de notre pays, aux personnes de différentes générations, âges et nationalités, au peuple de notre grande Patrie, à tous ceux qui sont unis par la grande Russie historique, aux soldats et aux officiers, aux volontaires qui combattent actuellement sur les lignes de front, qui sont en service de combat, à nos frères et sœurs – aux habitants des Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk, des régions de Kherson et de Zaporojié et d’autres régions libérées du régime néonazi.

Il s’agira de prendre les mesures nécessaires et urgentes pour protéger la souveraineté, la sécurité et l’intégrité territoriale de la Russie, de soutenir le désir et la volonté de nos compatriotes de déterminer leur propre avenir et de s’opposer à la politique agressive de certaines élites occidentales, qui tentent par tous les moyens de maintenir leur domination et, pour ce faire, de bloquer et d’éliminer tout centre de développement indépendant souverain, de continuer à imposer leur volonté aux autres pays et peuples et d’implanter leurs pseudo-valeurs.

L’objectif de cet Occident est d’affaiblir, de diviser et finalement de détruire notre pays. Ils disent déjà explicitement qu’ils ont réussi à diviser l’Union soviétique en 1991, et qu’il est maintenant temps pour la Russie elle-même de se désintégrer en une multitude de régions et de zones qui se combattent mortellement.

Et cela fait longtemps qu’ils préparent de tels plans. Ils ont encouragé les bandes de terroristes internationaux dans le Caucase, favorisé l’infrastructure offensive de l’OTAN à proximité de nos frontières. Ils ont fait de la russophobie totale leur arme de prédilection, y compris les décennies de culture délibérée de la haine de la Russie, notamment en Ukraine, à laquelle ils ont préparé le sort d’une tête de pont anti-russe, et ont transformé le peuple ukrainien en chair à canon pour le pousser à entrer en guerre contre notre pays, Ils ont déclenché cette guerre dès 2014, en utilisant les forces armées contre les civils, en organisant un génocide, un blocus et la terreur contre les personnes qui refusaient de reconnaître le gouvernement qui a émergé en Ukraine à la suite du coup d’État.

Et après que le régime actuel de Kiev ait publiquement rejeté une solution pacifique au problème du Donbass et, de plus, annoncé qu’il revendiquait des armes nucléaires, il est devenu absolument clair qu’une nouvelle, une autre attaque à grande échelle sur le Donbass, comme cela s’était déjà produit deux fois auparavant, était inévitable. Et ensuite, tout aussi inévitablement, une attaque contre la Crimée russe suivrait – contre la Russie.

Dans ce contexte, la décision de mener une opération militaire préventive était absolument nécessaire et la seule option possible. Ses principaux objectifs – la libération de l’ensemble du territoire du Donbass – étaient et restent inchangés.

La République Populaire de Lougansk a déjà été presque entièrement débarrassée des néo-nazis. Les combats se poursuivent dans la République Populaire de Donetsk. En huit ans, le régime d’occupation de Kiev a créé ici une ligne profondément échelonnée de fortifications pérennes. Les attaquer de front entraînerait de lourdes pertes, c’est pourquoi nos unités, ainsi que les unités militaires des républiques du Donbass, agissent de manière méthodique et compétente, en utilisant les équipements militaires, en économisant du personnel et en libérant pas à pas le territoire de Donetsk, en débarrassant les villes et les villages des néonazis et en aidant les personnes que le régime de Kiev a transformées en otages et en boucliers humains.

Comme vous le savez, l’opération militaire spéciale implique des soldats professionnels servant sous contrat. Des unités de volontaires se battent également à leurs côtés : des personnes de différentes nationalités, professions et âges – de vrais patriotes. Ils se sont levés pour défendre la Russie et le Donbass de tout leur cœur.

À cet égard, j’ai déjà donné instruction au gouvernement et au ministère de la Défense de déterminer intégralement et dans les meilleurs délais le statut juridique des volontaires et des combattants des unités des Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk. Il devrait être identique à celui des militaires de carrière de l’armée russe, y compris le soutien matériel et médical et les garanties sociales. Une attention particulière doit être accordée à l’organisation de la fourniture d’équipements et de matériel aux unités de volontaires et des milices populaires dans le Donbass.

Au cours des principales opérations de défense du Donbass, nos troupes, sur la base des plans et des décisions du ministère de la Défense et de l’état-major général concernant la stratégie générale d’action, ont également libéré des zones importantes des régions de Kherson et de Zaporojié et d’autres zones des néonazis. En conséquence, une longue ligne de front s’est formée, qui s’étend sur plus de mille kilomètres.

Qu’est-ce que je veux dire publiquement pour la première fois aujourd’hui ? Déjà après le début de l’opération militaire spéciale, y compris lors des négociations à Istanbul, les représentants de Kiev ont réagi très positivement à nos propositions, et ces propositions étaient principalement liées à la garantie de la sécurité de la Russie, de nos intérêts. Mais il est clair qu’une solution pacifique ne convenait pas à l’Occident, de sorte qu’après avoir atteint certains compromis, Kiev a en fait reçu l’ordre direct de démolir tous les accords.

L’Ukraine a encore été gavée d’armes. Le régime de Kiev a déployé de nouvelles bandes de mercenaires et de nationalistes étrangers, des unités militaires formées aux normes de l’OTAN et placées sous le commandement de facto de conseillers occidentaux.

Dans le même temps, le régime de répression à travers l’Ukraine contre ses propres citoyens, établi immédiatement après le coup d’État armé de 2014, a été intensifié de la manière la plus dure possible. La politique d’intimidation, de terreur et de violence a pris des formes de plus en plus massives, horribles et barbares.

Je voudrais souligner que nous savons que la majorité des personnes vivant dans les territoires libérés des néonazis, avant tout les terres historiques de la Novorussie, ne veulent pas être sous le joug du régime néonazi. À Zaporojié, dans la région de Kherson, à Lougansk et à Donetsk, ils ont vu et constaté les atrocités commises par les néonazis dans les districts occupés de la région de Kharkov. Les descendants des Banderistes et des punisseurs nazis tuent des gens, torturent, emprisonnent, règlent des comptes, massacrent et torturent des civils.

Plus de sept millions et demi de personnes vivaient dans les républiques populaires de Donetsk et de Lougansk et dans les régions de Zaporojié et de Kherson avant le début des hostilités. Beaucoup d’entre eux ont été contraints de devenir des réfugiés, de quitter leur foyer. Et ceux qui sont restés – environ cinq millions de personnes – sont maintenant soumis à des attaques constantes d’artillerie et de roquettes par des militants néo-nazis. Ils frappent des hôpitaux et des écoles et commettent des actes terroristes contre des civils.

Nous ne pouvons pas, nous n’avons aucun droit moral de livrer nos proches aux tortionnaires, nous ne pouvons pas ne pas répondre à leur désir sincère de décider de leur propre destin. Les parlements des républiques populaires du Donbass et les administrations civilo-militaires des régions de Kherson et de Zaporojié ont décidé d’organiser des référendums sur l’avenir de ces territoires et nous ont demandé, à nous la Russie, de soutenir cette démarche.

Je tiens à souligner que nous ferons tout pour garantir des conditions sûres pour les référendums afin que les gens puissent exprimer leur volonté. Et nous soutiendrons la décision sur leur avenir prise par la majorité des résidents des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk et des régions de Zaporojié et de Kherson.

Chers amis !

Aujourd’hui, nos forces armées, comme je l’ai déjà dit, opèrent sur une ligne de front qui dépasse les mille kilomètres, affrontant non seulement des formations néo-nazies, mais en fait toute la machine militaire de l’Occident dans son ensemble.

Dans cette situation, je considère qu’il est nécessaire de prendre la décision suivante – elle est pleinement adaptée aux menaces auxquelles nous sommes confrontés – à savoir, pour protéger notre patrie, sa souveraineté et son intégrité territoriale, pour assurer la sécurité de notre peuple et des populations des territoires libérés, je considère qu’il est nécessaire de soutenir la proposition du ministère de la Défense et de l’état-major général de procéder à une mobilisation partielle en fédération de Russie.

Je le répète, nous parlons d’une mobilisation partielle, ce qui signifie que seuls les citoyens qui sont actuellement des réservistes seront appelés au service militaire, avant tout ceux qui ont servi dans les forces armées et qui ont certaines spécialités militaires et une expérience pertinente.

Les personnes appelées au service militaire suivront une formation militaire supplémentaire avant d’être déployées dans les unités, en tenant compte de l’expérience de l’opération militaire spéciale.

Le décret sur la mobilisation partielle a été signé.

Conformément à la loi, les chambres de l’Assemblée fédérale – le Conseil de la Fédération et la Douma d’État – en seront officiellement informées par courrier aujourd’hui.

Les mesures de mobilisation commenceront aujourd’hui, le 21 septembre. Je donne instruction aux chefs de région de fournir toute l’assistance nécessaire au travail des commissariats militaires.

J’insiste particulièrement sur le fait que les citoyens russes appelés au service militaire dans le cadre de la mobilisation bénéficieront du statut, des paiements et de toutes les garanties sociales des personnes servant sous contrat.

J’aimerais ajouter que le décret sur la mobilisation partielle prévoit également des mesures supplémentaires pour remplir l’ordre de défense de l’État. Les directeurs du complexe militaro-industriel sont directement responsables de l’augmentation de la production d’armes et d’équipements militaires, ainsi que du déploiement de capacités de production supplémentaires. Par ailleurs, toutes les questions relatives au soutien matériel, financier et en ressources des entreprises de défense doivent être résolues par le gouvernement sans délai.

Chers amis !

Dans sa politique anti-russe agressive, l’Occident a franchi toutes les limites. Nous entendons constamment des menaces contre notre pays et notre peuple. Certains politiciens occidentaux irresponsables ne parlent pas seulement de plans visant à organiser la livraison d’armes offensives à longue portée à l’Ukraine – des systèmes qui permettraient de frapper la Crimée et d’autres régions de Russie.

De telles frappes terroristes, y compris celles utilisant des armes occidentales, ont déjà lieu dans des localités frontalières des régions de Belgorod et de Koursk. L’OTAN effectue une reconnaissance en temps réel dans tout le sud de la Russie en utilisant des systèmes modernes, des avions, des navires, des satellites et des drones stratégiques.

Washington, Londres et Bruxelles poussent directement Kiev à transférer les opérations militaires sur notre territoire. Ils disent déjà ouvertement que la Russie doit être vaincue par tous les moyens sur le champ de bataille, suivie de la privation de sa souveraineté politique, économique, culturelle et de toute autre forme de souveraineté et du pillage complet de notre pays.

Le chantage nucléaire a également été déployé. Nous ne parlons pas seulement du bombardement, encouragé par l’Occident, de la centrale nucléaire de Zaporojié, qui menace de provoquer une catastrophe nucléaire, mais aussi des déclarations de certains hauts représentants des principaux États de l’OTAN sur la possibilité et l’admissibilité d’utiliser des armes de destruction massive – des armes nucléaires – contre la Russie.

Je voudrais rappeler à ceux qui font de telles déclarations sur la Russie que notre pays dispose également de divers moyens de défense, dont certains sont plus avancés que ceux des pays de l’OTAN. Si notre intégrité territoriale est menacée, nous utiliserons bien sûr tous les moyens à notre disposition pour défendre la Russie et notre peuple. Ce n’est pas du bluff.

Les citoyens de Russie peuvent être assurés que l’intégrité territoriale de notre patrie, notre indépendance et notre liberté seront garanties, permettez-moi de le souligner une fois de plus, par tous les moyens à notre disposition. Et ceux qui tentent de nous faire chanter avec des armes nucléaires doivent savoir que la rose des vents pourrait se retourner contre eux.

Il est dans notre tradition historique, dans le destin de notre peuple, d’arrêter ceux qui aspirent à la domination du monde, qui menacent de démembrer et d’asservir notre patrie, notre Mère Patrie. Nous allons le faire maintenant, et nous le ferons.

Je crois en votre soutien.

Vladimir Poutine

*Traduction par Christelle Néant pour Donbass Insider*

**Source :** [Site officiel du Kremlin](http://kremlin.ru/events/president/news/69390)